

# Industries et métropoles dans le tiers monde

Alain Lipietz

Dans les années 1945-1955, la France et l'Italie, prises en tutelle par les autorités des armées de libération, puis par les organes de contrôle de l'aide Marshall, apparaissaient, aux yeux des spécialistes américains, comme de quasi-pays sous-développés [2\*]. Un flux massif de crédits et de dons permit à ces deux pays de s'équiper; des « missions de productivité » envoyées aux Etats-Unis apprirent aux classes dirigeantes à gérer un nouveau modèle de développement capitaliste : le fordisme. En une vingtaine d'années, les structures sociales et géographiques de ces deux pays furent bouleversées. La part de la population agricole dans la population active française passa de 40 % en 1945 à 15 % en 1968, 9 % en 1975. Dans les années cinquante, les experts de l'Aménagement du territoire pronostiquaient une explosion de la métropole parisienne et, secondairement, des quelques autres grandes villes qui traditionnellement absorbaient l'exode rural. On prévoyait pour 1970 l'opposition entre une métropole parisienne de vingt millions d'habitants et un « désert français ».

Rien de tout cela n'eut lieu : dès 1975, la croissance des grandes villes et l'exode rural s'étaient arrêtés; au recensement de 1982, il apparut que toutes les agglomérations de plus de 30 000 habitants avaient vu diminuer leur population. La métropole parisienne ne dépassa jamais huit millions d'habitants en urbanisation continue. Ce phénomène n'est pas propre à la France : l'Italie ne connut pas non plus d'urbanisation

monstrueuse, et le phénomène s'est lui aussi renversé dès la fin des années soixante au profit d'une urbanisation diffuse; les deux mégapoles américaines (New-York-Philadelphie et Los Angeles-San Diego) ne se sont pas véritablement concrétisées, et la croissance impressionnante de leur noyau n'est jamais devenue explosive. Les plus urbanisés des pays de l'OCDE ont toujours pu garder la maîtrise de la croissance de leurs centres urbains, et la création de villes satellites autour des plus gros centres n'y a joué qu'un rôle secondaire.

Dans les années 1960, un certain nombre de pays du tiers monde entrèrent à leur tour dans un processus d'industrialisation voisin. Les plus connus sont appelés « nouveaux pays industrialisés » (NPI), mais le phénomène est en réalité assez étendu. Cette industrialisation fut, elle aussi, financée par des transferts de crédits et de technologie venus du fordisme central. Mais elle s'accompagna d'une formidable explosion urbaine, que ne semble pas devoir arrêter la crise actuelle de ce modèle d'industrialisation que j'ai appelé « fordisme périphérique »<sup>1</sup>.

Si les mêmes causes n'ont pas eu les mêmes effets, c'est que les causes n'étaient pas exactement semblables, ni les conditions de l'accumulation identiques.

## Qu'est-ce que le fordisme central?

Le fordisme est un régime d'accumulation qui s'est développé dans la plupart des pays capitalistes développés après la Seconde Guerre mondiale [1; 2; 5; 8].

Schématiquement, de la première révolution indus-

trielle jusqu'à la Première Guerre mondiale ont prévalu dans les premiers grands pays capitalistes un régime d'accumulation extensive centrée sur la reproduction de biens de production à une échelle toujours plus grande et, depuis la Seconde Guerre, un régime centré sur la croissance de la productivité du travail et de la consommation de masse.

Pour que tel ou tel schéma se réalise et se reproduise durablement, il faut que des formes institutionnelles, des procédures, des habitudes, agissant comme forces coercitives ou incitatives, conduisent les agents privés à se conformer à de tels schémas. Cet ensemble de formes est appelé « mode de régulation ». Un régime d'accumulation donné ne se satisfait pas de n'importe quel mode de régulation.

Les « grandes crises » marquent une inadéquation du mode de régulation et du régime d'accumulation, soit qu'un nouveau régime se trouve entravé par des formes de régulation périmées (cas de la crise de 1930), soit que le régime d'accumulation lui-même ait épuisé ses possibilités dans le cadre du mode de régulation en vigueur (cas, vraisemblablement, de la crise de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et de la crise actuelle).

La grande crise des années 1930 est la première crise de l'accumulation intensive ou la dernière crise de la « régulation concurrentielle ». Ce mode de régulation se caractérisait en effet par un ajustement *a posteriori* des quantités produites dans les différentes branches en fonction du mouvement des prix, une forte sensibilité de ces derniers à la demande et un ajustement des salaires au mouvement des prix, donc une stabilité (ou une faible croissance) du salaire réel direct. Un tel mode de régulation était relativement adéquat à une accumulation extensive, avec de faibles modifications des normes de production et de consommation.

Dans un tel mode de régulation, la recherche tâtonnante de débouchés par les capitaux des différentes sections, qui ne pouvaient anticiper correctement leur croissance collective, était un problème lançant, et la surproduction, locale ou généralisée, constituant le risque majeur. D'où l'importance de la question des débouchés, en particulier « extérieurs au capitalisme », qui furent trouvés notamment dans la périphérie, à l'extérieur des premiers centres capitalistes. Telle fut l'une des causes de la formation de la « première division internationale de travail », entre un « Nord » exportateur de productions capitalistes manufacturées et un « Sud » exportateur de biens primaires<sup>2</sup>.

La généralisation progressive, à l'issue de la Première Guerre mondiale, de nouvelles formes d'organisation du travail (la révolution taylorienne, puis fordiste), allait engendrer des gains de productivité sans précédent (en France : de l'ordre de 5-6 % l'an, contre 2 % en moyenne depuis la première révolution industrielle). La régulation concurrentielle n'induisait nullement une progression de la demande

finale à la mesure de ces gains de productivité. Le boom des « années folles », engendré dans les années 1920 par la hausse énorme de la plus-value relative, déboucha dans les années trente sur une formidable crise de surproduction.

Après la Seconde Guerre mondiale, le régime d'accumulation intensive, centré sur la consommation de masse, put au contraire se généraliser parce qu'un nouveau mode de régulation, « monopoliste », incorpora *a priori* dans la détermination des salaires et des profits nominaux une croissance de la consommation populaire à la mesure des gains de productivité.

A la suite de la Première Guerre mondiale, dans les années vingt, s'était généralisé, aux Etats-Unis et partiellement en Europe, un mode révolutionnaire d'organisation du travail : le taylorisme. Il s'agissait, dans le procès de travail, d'exproprier les collectifs ouvriers de leur savoir-faire, dorénavant systématisé par des ingénieurs et des techniciens à travers les méthodes de l'« Organisation scientifique du travail ». Un pas de plus, et c'est l'incorporation de ce savoir systématisé dans le système automatique de machines, dictant le mode opératoire à des ouvriers expropriés de l'initiative : tel est le versant productif du « fordisme » [5]. A l'arrière des filières taylorisées, puis fordistes, en particulier de la plus caractéristique d'entre elles, la filière métallique, la présence d'ouvriers qualifiés reste indispensable à tous les niveaux, et surtout dans les segments « amont » de cette filière, ceux où s'opère la fameuse « incorporation » : dans la fabrication des biens d'équipement industriel, machines-outils, etc., qui constitue ainsi le « cœur » du dispositif productif. La taylorisation suppose au départ une certaine qualification de la force de travail, au moins une certaine « culture industrielle ».

Toujours est-il qu'une fois enclenché le processus, il en résulte une hausse rapide de la productivité du travail et, avec la mécanisation, une montée du volume du capital fixe par tête. Cette hausse de la productivité déboucha sur la crise de surproduction de 1930. Un nouveau mode de régulation dut être élaboré pour permettre le plein développement du fordisme par l'adaptation continue de la consommation des masses aux gains de productivité. Cette adaptation entraîna une énorme mutation du mode de vie des salariés, sa « normalisation » et son intégration à l'accumulation capitaliste elle-même [6]. Elle fut imposée par des formes institutionnelles de garantie de la croissance du salaire direct (conventions collectives, salaire minimum) et indirect (Etat-providence).

Ainsi, après la Reconstruction en Europe (par nature à dominante extensive) et la guerre de Corée,

2. Ce qui ne signifie pas que cette première division internationale du travail fut créée fonctionnellement aux besoins du centre. (Cf. Lipietz [7].)

\* Les chiffres entre crochets renvoient à la bibliographie, *infra*, p. 22.

1. Pour une analyse détaillée de ce modèle, cf. A. Lipietz [1]. On trouvera une approche méthodologique et un exposé théorique dans A. Lipietz [9].

les pays capitalistes développés vont connaître une nouvelle poussée intensive, qui va cette fois durer vingt ans pendant lesquels la productivité va encore augmenter considérablement, comme d'ailleurs le capital fixe par tête. Mais, cette fois, la hausse du pouvoir d'achat des salariés (productifs et improductifs) accompagnera presque exactement la hausse de la productivité.

Ces différents pays ont pu ainsi connaître, durant une vingtaine d'années, une croissance exceptionnellement forte, exceptionnellement longue, exceptionnellement régulière. Certes, il y avait bien quelques inflexions (les « récessions »), il y avait de grands écarts entre les rythmes de croissance nationaux, mais on peut dire que chaque pays expérimenta et développa le fordisme pour son propre compte, en élargissant sa demande intérieure. Le pays initialement le plus avancé, les Etats-Unis, connut évidemment une croissance plus faible (mais de l'ordre de 4 % par an) que les pays au fordisme plus jeune. Seule la Grande-Bretagne, du fait de la force de ses syndicats de métier et du désintérêt de sa bourgeoisie financière, s'écarta notablement du modèle de production fordiste et connut une croissance plus médiocre.

### Dans la périphérie

A la faveur de la Grande Crise des années 1930, des régimes populistes d'Amérique latine, suivis dans les années 1950 par d'autres pays comme la Corée du Sud, inaugurèrent la « stratégie de substitution aux importations » : il s'agit d'accumuler les revenus d'exportation primaires dans l'industrie des biens de consommation, en achetant les biens d'équipement au centre et en protégeant ces industries naissantes par de très fortes barrières douanières. On espère pouvoir ensuite appliquer la même tactique pour la production de biens durables et des biens d'équipement.

### Un fordisme incomplet

Après des succès initiaux, cette stratégie rencontre de fortes difficultés dans les années soixante. Ce modèle d'industrialisation de la périphérie, par adoption partielle et souvent illusoire du modèle central de production et de consommation, mais sans l'adoption des rapports sociaux correspondants, échoue en effet à s'insérer dans le « cercle vertueux » du fordisme central. Pour trois raisons majeures.

Du côté du travail, tout d'abord : la technologie n'est pas une ressource transférable qui pousse dans les forêts du Nord ; importer les machines ne suffit pas. Il faut construire les relations sociales du travail correspondantes. Or, ces pays ne possédaient pas alors la classe ouvrière expérimentée et le

personnel d'encadrement nécessaires à la mise en œuvre des modes d'opération fordistes. Ceux-ci, on l'a dit, dérivent d'un procès d'expropriation et de systématisation du savoir-faire ouvrier préalablement existant et ne peuvent jamais se passer totalement de savoir-faire. Dès lors, la productivité « théorique » des formes de production importées ne fut jamais atteinte. En revanche, une fois dépassée la phase de « substitution facile » nécessitant peu de capital fixe, le coût des investissements (donc des importations avec la mécanisation).

Du côté des débouchés ensuite : rares furent les cas d'extension significative du pouvoir d'achat ouvrier et paysan (sous le péronisme et, plus tard, sous la démocratie chrétienne, puis l'Unité populaire chilienne). Les débouchés restaient donc limités, d'une part, aux classes dominantes et moyennes nées de l'économie d'exportation ; marchés de toute manière limités, mais surtout sociologiquement stratifiés, rêtifs à la consommation de masse d'articles standardisés ; d'autre part, à l'« extérieur »... c'est-à-dire au centre ! Or, faute de productivité et malgré la différence des salaires (qui ne sont pas alors aussi considérables qu'à la fin des années 1960), les productions périphériques manufacturières ne pouvaient à cette époque être compétitives.

Du côté des échanges extérieurs : même si la fameuse question des « termes de l'échange » entre les matières premières, dont l'exportation finançait l'industrialisation, et les biens d'équipement importés du centre reste controversée (pour autant qu'on s'en tienne à l'« effet-prix unitaire »), la remontée dans les filières productives, en deçà du stade du montage final, impliquait une croissance très rapide du volume des investissements, donc des importations, que ne pouvait compenser la croissance des exportations de matières premières.

Dès lors, la politique de substitution aux importations ne pouvait que se heurter à la barrière du déficit du commerce extérieur et de l'endettement, avec inflation interne comme ce fut le cas au Chili... à moins que le modèle ne s'éteigne dans la stagnation, comme aux Philippines.

Pourtant, ces expériences ont permis une réelle transformation sociale, avec le développement d'une classe ouvrière, de couches moyennes et d'un capital industriel modernes. On peut parler à leur égard d'un « sous-fordisme », c'est-à-dire d'une caricature de fordisme, une tentative d'industrialisation selon la technologie et le modèle de consommation fordistes, mais sans les conditions sociales, ni du côté du procès de travail, ni du côté de la norme de consommation des masses.

Dans cet échec, l'existence du centre pèse surtout (outre la trace de la colonisation dans la structure sociale interne) par le succès de son propre « autocentrage » : la diffusion du régime d'accumula-

tion intensive creuse, à cette époque du moins, l'écart des compétitivités entre le centre et la périphérie, rejetant celle-ci du commerce international de biens manufacturés. C'est pourtant par ce succès même que le centre irradie son modèle de production, ses normes de consommation, entraînant dans un piège mimétique la périphérie.

Il faut bien se rendre compte que, même dans les pays capitalistes développés, la révolution fordienne ne s'est pas faite en un jour. L'invention ou l'adoption des nouvelles normes de production, de consommation, de gestion du rapport salarial a connu des succès divers dans lesquels le pays le plus avancé, les Etats-Unis, a joué un rôle d'initiateur. La « diffusion inégale de l'accumulation intensive », dont parle J. Mistrál, a brillamment emporté l'Europe du Nord continentale, le Japon, l'Australie, le Canada, la Nouvelle-Zélande. Mais même la Grande-Bretagne, de par la force de résistance de sa classe ouvrière professionnelle et le poids de son capital financier trop internationalisé pour se dédier à cette révolution interne, a partiellement « manqué » le train du fordisme, enclenchant ainsi un processus d'éviction du centre. L'Argentine, un des pays les plus riches et les plus développés en 1945, la manquera aussi par suite de la résistance ouvrière et du choix de sa classe dominante de se replier vers l'agriculture exportatrice.

Pour tous les pays où s'est imposée l'accumulation intensive avec consommation de masse, s'il faut parler d'impérialisme américain, alors c'est avant tout un impérialisme culturel, qui visait à imposer son modèle de développement et non à maintenir une situation de sous-développement (Car, dans les années 1945-1960, l'importation de machines américaines, financée par les plans Marshall et MacArthur en Europe et au Japon, se combinait avec l'importation des normes fordistes de consommation, d'organisation du travail, de contractualisation syndicale).

Pendant, à partir de la « prise » du fordisme dans ces pays, on ne songerait plus à parler de « périphérie » à propos de la France — encore moins du Japon ni même de l'Italie. Le cas italien est d'ailleurs bien plus remarquable que celui de la France (qui, dans l'entre-deux-guerres, étaient considérées comme l'une des toutes premières puissances mondiales) ou du Japon qui, après tout, dès les années trente, s'était engagé, contre les Etats-Unis et aux côtés de l'Allemagne, dans la « guerre de succession de l'Angleterre » et de fait, seul contre tous, avait déjà été bien près de l'emporter dans la zone Asie-Pacifique. Il est vrai que l'Italie « bénéficia » d'une forme d'industrialisation nationaliste pendant les vingt ans de fascisme mussolinien — mais rien n'interdisait *a priori* au génétisme brésilien et au péronisme argentin de suivre le même chemin. Ce qui « échouera » avec le *desarrollo* latino-américain réussit à peu près en Italie (à l'exception du Sud : pour des raisons de structures sociales internes, précisément).

Le modèle et les normes fordistes ont « pris » en France et en Italie après 1945, avec l'aide des Etats-Unis, mais pas en Amérique latine, malgré l'aide des Etats-Unis. L'intervention militaire ou occulte des Etats-Unis ne se fit pas contre le succès menaçant de l'industrialisation à la périphérie (« pour maintenir la dépendance » !), mais contre les tentatives de se mettre politiquement à l'écart, voire à l'encontre, du modèle.

A vrai dire, l'intérêt et en général la politique des Etats-Unis (surtout à partir de l'Alliance pour le progrès) kennedyiste furent de tâcher d'imposer aux pays du Sud le modèle d'industrialisation fordiste, mais sans prendre de mesures politico-sociales rompant trop brutalement avec les intérêts particuliers de firmes américaines ayant partie liée avec les couches sociales archaïques du secteur exportateur. Or, c'était une contradiction dans les termes. Les réformes impliquées par la substitution aux importations, puis les difficultés de celles-ci amenaient les pouvoirs locaux à prendre des mesures « trop » radicales, éloignant dangereusement du modèle américain. C'est alors que le « gendarme » intervenait, surtout quand le risque d'une alliance soviétique se profilait derrière la radicalisation de la volonté d'indépendance. Dans certains cas cependant, les Etats-Unis sont intervenus d'emblée pour imposer le maintien pur et simple du « pillage » des matières premières : intervention à Saint-Domingue, chute de Mossadegh en Iran, etc. Mais l'attitude ultérieure des Etats-Unis à l'égard du shah Reza montra qu'en fait les Etats-Unis n'avaient pas d'hostilité de principe à un flux de capitaux vers les pays sous-développés, suscitant à la fois industrialisation et transformation des classes dominantes locales... pourvu que cela se fit en concordance et en liaison avec le modèle américain.

En fait, la régulation monopoliste de la demande populaire au centre et la conduite keynésienne de l'économie avaient éliminé la question des débouchés, que le centre trouvait maintenant en lui-même. En 1965, les exportations manufacturées du Nord vers le Sud étaient tombées à presque rien. C'est pourtant vers cette époque que le Sud recommença à prendre de l'importance... mais dans l'autre sens !

### Une extension limitée du fordisme central

Dans la mesure où, au sein du fordisme, la croissance de la productivité est couplée avec la croissance des débouchés, via l'extension des séries et les économies d'échelle, un développement des échanges internationaux à l'intérieur du centre permet, par centralisation du capital à travers une interdépendance accrue des économies développées, de nouveaux gains de productivité. Ce « débordement » des systèmes productifs au-delà des frontières nationales se développe par grands blocs continuateurs

et touche même une « première périphérie » : les pays faiblement industrialisés du pourtour méditerranéen et oriental de l'Europe. On retrouve le même phénomène au sud des Etats-Unis et autour du Japon : nous y reviendrons dans un instant. Mais remarquons que cette internationalisation à l'intérieur du centre aura la très grave conséquence de fragiliser ultérieurement la régulation de la croissance, les efforts de chaque pays pour augmenter sa compétitivité au détriment de son pouvoir d'achat intérieur ayant pour conséquence de freiner globalement la croissance des débouchés mondiaux.

A la fin des années soixante, on assiste également au desserrement de la « première périphérie », qui correspond à la recherche de zones à bas salaires et à l'élargissement du marché en prenant pied dans des pays protégés par des barrières douanières. Le fordisme, du point de vue du procès de travail, se caractérise en effet par une disjonction, une tripartition des activités en trois niveaux : la conception, l'organisation des méthodes et l'ingénierie devenues autonomes ; la fabrication qualifiée, qui requiert une main-d'œuvre adéquate ; l'exécution et le montage déqualifiés, qui ne requièrent en principe aucune qualification.

La redistribution des trois niveaux d'activité sur un damier de régions inégalement développées fut d'abord expérimentée au centre, en particulier en France [7]. On est ainsi en région de type I (la région parisienne), de vieilles régions industrielles s'orientent vers le type II (Nord, région lyonnaise) ; la main-d'œuvre rurale dégagée par la mécanisation fut employée directement sur place dans les activités de type III (Grand Ouest français).

On retrouve des phénomènes semblables dans les îles Britanniques, en Italie, dans le sud des Etats-Unis. Mais à la fin des années soixante, la délocalisation s'étendit aussi aux pays de la périphérie externe immédiatement, où les salaires horaires étaient considérablement plus faibles et la classe ouvrière moins organisée : le Portugal, l'Espagne, en un sens l'Europe de l'Est (Pologne, Roumanie), le Mexique, les zones franches de l'Asie de l'Est.

Ainsi, à la « vieille » division horizontale du travail entre secteurs (primaire, agricole et minier/secondaire manufacturier) s'en superposait une seconde, verticale, entre niveaux de qualification à l'intérieur même des branches industrielles. Cette redistribution des tâches industrielles, y compris dans sa dimension spatiale, était une forme d'extension, de réaménagement du régime d'accumulation lui-même, non la forme d'un rapport entre celui-ci et son « extérieur ». La raison de cette extension était double. D'abord, il s'agissait d'étendre l'échelle de production du fordisme central et par conséquent le marché sur lequel il se déployait ; or, des barrières douanières visant à forcer la substitution aux importations rendait souvent inévitable l'implantation d'établissements de

montage final dans certains pays. Mais surtout, le fordisme ne souffrait pas tant de l'absence de débouchés que de tensions de plus en plus fortes sur son taux de profit, et les pays ou les régions à forts taux d'exploitation lui permettaient d'y produire à bas coûts, y compris pour les marchés centraux.

Encore fallait-il que ces pays (et même ces régions, d'ailleurs) disposent d'une main-d'œuvre « libre » et de classes dirigeantes qui choisissent de jouer cette carte. Les deux conditions ne se retrouvent pas n'importe où dans la périphérie. La question de l'existence d'un prolétariat peu organisé mais disponible pour le travail taylorisé (ou, *a fortiori*, fordiste) ne se réduit pas à l'existence d'une main-d'œuvre fraîchement exclue de l'agriculture. Le « montage » d'une classe ouvrière est un processus difficile de mobilisation et de stabilisation d'une discipline industrielle. Quant à la liberté des classes dirigeantes locales de « choisir » cette stratégie, c'est une condition plus contraignante qu'il n'y paraît. Elle implique en effet une triple autonomie [14] :

— Autonomie suffisante par rapport aux formes traditionnelles de domination externe.

— Autonomie du régime politique par rapport aux classes dominantes liées à d'autres régimes d'accumulation antérieurement développés — secteurs liés à l'économie primo-exportatrice ou à la croissance du marché intérieur. Le développement d'une industrie manufacturière tournée vers l'exportation peut en effet contrecarrer les intérêts des « latifundiaires », comme ceux des industriels qui ont misé sur la substitution aux importations. Ces contradictions ne sont pas insolubles ; encore faut-il être en mesure d'imposer un nouvel équilibre entre croissance quantitative du salariat industriel, croissance du niveau de salaire, nécessaire compétitivité, affectation prioritaire des ressources en capital, etc.

— Autonomie enfin par rapport aux masses populaires, qui peut être assez limitée, par exemple par une expérience ancienne de populisme, avec des syndicats forts et attachés à la défense de certains intérêts ouvriers, même s'ils sont liés à l'appareil d'Etat (cas du Brésil de Goulart, de l'Argentine de Peron), ou encore par les traces encore vivaces de la mobilisation populaire au cours de la lutte de libération nationale.

Bref, il faudra le plus souvent une dictature qui brise les anciens équilibres, qui crée à partir de l'Etat le personnel apte à occuper la place des futures classes dominantes du nouveau régime d'accumulation : il ne suffit pas de disposer d'un vaste marché et d'une force de travail libre de ses anciennes attaches paysannes. Inversement, un régime fort et résolu pourra se lancer dans une stratégie de « piratage du fordisme central », même s'il ne dispose pas d'un fort marché interne, pourvu qu'il dispose d'une main-d'œuvre mobilisable à bon marché.

Disons-le d'emblée : sous ce terme de « piratage » (ou d'« agrafage » au fordisme central) se cachent plusieurs stratégies possibles d'industrialisation, qui vont se combiner de manière spécifique avec d'autres stratégies en un régime d'accumulation original dans chaque « nouveau pays industrialisé » : y compris avec une version renouvelée de la substitution aux importations ; y compris avec la promotion, par intégration amont ou aval, du vieux secteur primo-exportateur. Mais ce qui me semble caractéristique des aujourd'hui fameux NPI, c'est la présence, au sein de ces régimes, de la stratégie que l'on a appelée « substitution d'exportation » : ce choix de rompre avec le modèle primo-exportateur, par développement d'exportation de biens manufacturés, dans les activités de niveau III (activités de main-d'œuvre banalisées) de la tripartition fordiste. Cette stratégie peut toutefois s'articuler elle-même au reste du régime d'accumulation local, au fordisme central, aux régimes d'accumulation du reste de la périphérie, selon plusieurs logiques différentes — dont la « taylorisation primitive » et le « fordisme périphérique ».

#### La taylorisation primitive

Il s'agit d'une délocalisation de segments précis et limités de « circuits de branche » dans les Etats à très fort taux d'exploitation (salaire, durée et intensité du travail), les produits étant réexportés principalement vers le centre. Dès les années soixante et jusqu'au début des années soixante-dix, les zones franches de Corée et de Taïwan et les « Etats-comptoirs » de l'Asie (Singapour, Hong Kong) furent la meilleure illustration de cette stratégie, qui se généralise aujourd'hui. Cette délocalisation concerne essentiellement le textile et l'électronique. Deux caractéristiques de cette logique justifient le nom que je propose de lui donner :

— Il s'agit plus de « taylorisme » que de « fordisme ». Ce qui est « délocalisé », ce sont des postes de travail parcellisés et répétitifs, mais non reliés par un système automatique de machines. L'appareillage est léger et individuel (machines à coudre de l'habillement, lunettes binoculaires et pinces de l'électronique). Bref, des industries de main-d'œuvre au sens le plus propre du terme.

Encore faut-il trouver la main-d'œuvre taylorisable. Or, elle existe, car la classe ouvrière n'est pas la seule dépositaire initiale du savoir-faire, de par son rapport à la production matérielle. Depuis l'aube du patriarcat, les femmes, dans la production domestique, sont plurielles à la double exigence des industries taylorisées : totale absence d'initiative quant aux buts du travail, totale implication de l'attention dans la réalisation de ce travail, et cela dans des activités telles que la vannerie ou le tissage très proches, quant aux gestes

concrets, des deux branches-vedettes de la délocalisation : textile et montage électronique.

— Comme l'« accumulation primitive » en Europe, cette logique vise à extorquer un maximum de plus-value d'une main-d'œuvre qu'on ne cherche même pas à reproduire régulièrement. Les débouchés de la production sont recherchés du côté d'une demande existant préalablement, ailleurs : les revenus de la *genry* jadis, les revenus du fordisme central aujourd'hui. La plus-value est accumulée au moins partiellement dans le pays lui-même, et c'est même souvent la première grande source autonome d'accumulation.

Les résultats sont à la hauteur des moyens mis en œuvre : une hausse sensible du taux de plus-value, qui contraste avec sa stabilité dans le régime « fordiste » central. Cette hausse est due au « ciseau » entre la stagnation du pouvoir d'achat réel et la hausse de la productivité apparente. Hausse de la production par tête qui n'est d'ailleurs pas seulement obtenue au niveau horaire, mais surtout au niveau annuel, par l'allongement de la journée de travail, la production de plus-value absolue.

Un tel modèle d'accumulation (plus exactement : une telle logique dominante dans un régime d'accumulation), malgré son extrême rentabilité, reste cantonné dans d'étroites limites : risques de protectionnisme de la part des pays centraux qui voient partir leurs emplois de « type II », difficultés de faire peser sur toute la population des normes de consommation dignes du XIX<sup>e</sup> siècle.

## Le fordisme périphérique

Que ce soit un héritage de la première politique de substitution aux importations ou de l'existence ancienne d'un capitalisme marchand périphérique, ou bien grâce à la promotion parfois « miraculeuse » des exportations de matières premières (cas du pétrole), ou encore à la suite d'une phase d'exportation manufacturière fondée sur la « taylorisation primitive », apparaît dans certains pays, au cours des années 1970, la conjonction d'un capital local autonome, de classes moyennes urbaines relativement abondantes et d'embryons significatifs d'une classe ouvrière expérimentée. Cette conjonction offre à certains Etats la possibilité de développer une nouvelle logique, que nous allons appeler « fordisme périphérique ». Il faut insister une fois encore sur le caractère politique, lié à des luttes de classes internes conférant à l'Etat une réelle autonomie par rapport aux classes dominantes classiques, d'un tel choix qu'il illustrent, chacun à sa manière, la Corée des années soixante-dix, le Mexique, le Brésil, mais aussi l'Espagne de l'Opus Dei, la Pologne de Gierek...

Pourquoi « fordisme périphérique » ?

Il s'agit d'un authentique fordisme, avec une véritable mécanisation, avec un couplage de l'accumulation intensive et de la croissance des débouchés du côté des biens de consommation durables.

Mais il reste périphérique en ce sens tout d'abord que, dans les circuits mondiaux des branches productives, dans les postes de travail et les productions correspondant aux niveaux de la fabrication qualifiée et surtout de l'ingénierie restent largement extérieurs à ces pays. D'autre part, les débouchés correspondent à une combinaison spécifique de la consommation des classes moyennes modernes locales — avec un accès partiel des ouvriers du secteur fordiste aux biens d'équipement des ménages — et des exportations vers le centre de ces mêmes produits manufacturés à bas prix. Ainsi, la croissance de la demande sociale (qui est une demande sociale mondiale), pour les biens durables des ménages notamment, est certes anticipée, mais elle n'est pas institutionnellement régulée sur une base nationale en fonction des gains de productivité des branches fordistes locales.

En somme, il s'agit d'une combinaison de la politique de substitution aux importations et de la politique de substitution d'exportations, dans des proportions variables, et s'appuyant éventuellement, pour le financement, sur les recettes de la « vieille » division du travail, sur la promotion des exportations de matières premières, sur le tourisme ou les revenus rapatriés des travailleurs émigrés, etc. Dans le même temps, cette industrialisation s'accompagne d'un regain d'importations venant du centre, mais cette fois principalement en biens d'équipements professionnels produits au niveau I et II de la nouvelle division du travail et que doit compenser à terme l'exportation de produits de niveau III vers le centre.

Il faut insister sur l'extrême variabilité des régimes d'accumulation regroupés sous le terme de « fordisme périphérique ». Le ratio des exportations (manufacturières) sur la demande intérieure varie ainsi de 4,1 % pour le Mexique à 25,4 % pour la Corée (en 1978) : dans chaque régime d'accumulation concret, le dosage « croissance de la demande finale interne/substitution d'importation/réexportation industrielle » n'est évidemment pas le même, ce qui reflète à son tour de grandes différences dans le mode de régulation, et surtout dans le rapport salarial, les formes de l'hégémonie des classes dominantes, etc. Significativement, le Mexique est relativement « démocrate » (au moins en secteur urbain) et la Corée dictatorial.

Cependant, il convient de ne parler de fordisme périphérique que lorsque la croissance du marché intérieur (pour les produits manufacturés) joue un rôle réel dans le régime d'accumulation national. A ce titre, il faut souligner que la Corée, que certains s'obstinent à qualifier de « pays atelier », relevant principalement de la taylorisation primitive sur des

segments délocalisés d'industries de main-d'œuvre, a depuis longtemps dépassé ce schéma, caractéristique effectivement de sa croissance de 1962 à 1972. Mais, à partir de 1973, la croissance industrielle se recentre sur le marché domestique : la part des exportations chute (de 28 à 23 %), puis se stabilise, et une active politique de remontée des filières par substitution aux importations fait chuter la part de celles-ci de 27 à 20 % du marché domestique. Le salaire réel, qui croissait plus lentement que la productivité, s'envole à partir de 1976, ce qui finira d'ailleurs par compromettre la compétitivité coréenne (par rapport à Taïwan...).

### Une diffusion de l'accumulation au-delà des industries fordistes

Si les industries exportatrices de vêtements sont taylorisées et si les industries exportatrices de machines et de véhicules sont fordistes, il serait cependant exagéré d'assimiler toutes les industries naissantes à celles qui correspondent à la stratégie de substitution d'exportations, de réduire toutes les exportations qui se développent à l'industrie manufacturière et de prêter à toutes les industries du tiers monde un caractère taylorien ou fordiste, du point de vue de l'organisation du travail.

Tout d'abord, la stratégie de substitution d'exportations n'est pas seule à concourir au développement capitaliste de ces pays. Les exportations traditionnelles elles-mêmes ont connu des changements significatifs et souvent une véritable promotion. Le cas le plus célèbre est le pétrole. Moins connue est l'extension (il est vrai, limitée) du modèle agro-industriel mis au point en Amérique du Nord à quelques pays du tiers monde : soja brésilien, manioc thaïlandais... On peut alors parler d'une véritable industrialisation de l'agriculture, sous une forme pleinement capitaliste, avec un salariat « libre » d'attaches microfondaires et encore plus surexploité que dans la taylorisation.

Tout aussi importante est la poursuite de la substitution aux importations. Composante à part entière de la logique du fordisme périphérique, elle se poursuit également dans les industries de base à usage purement local, fordistes ou pas : notamment l'énergie, les cimenteries et autres matériaux nécessaires à l'industrie du bâtiment et des travaux publics (qui accompagne toute urbanisation).

Ni l'agro-industrie, ni les industries de base (qui sont souvent des « industries de process », c'est-à-dire des processus physico-chimiques automatisés) ne relèvent du taylorisme ou du fordisme en tant que principe d'organisation du travail. Pourtant, des formes de division du travail ressemblant à la tripartition du travail fordiste, et même des logiques d'accumulation semblables à celle du fordisme périphérique, tendent à se mettre en place. Empêtrés

d'abord dans leurs problèmes de maintenance et tout simplement de fonctionnement, de pièces de rechange manquantes, de main-d'œuvre insuffisamment expérimentée, puis de commercialisation, les industries de base du tiers monde évolueront de la commande d'usines « clés en main », puis « produits en main » (avec équipes de maintenance et de formation professionnelle comprises dans le contrat d'achat), puis « marché en main » (avec clause de revente des produits). Mais alors on retrouve une logique bien proche du fordisme périphérique : achat au centre de biens d'équipement et d'ingénierie, fabrication sur place avec une main-d'œuvre moins efficace (au moins pendant une dizaine d'années), mais beaucoup moins bien payée qu'au centre, réexportation et enfin, si le reste de l'économie nationale se développe, utilisation sur place. La différence, c'est que le savoir-faire est beaucoup plus « extérieur » et que les postes de travail créés par l'investissement sont bien moins nombreux que dans les industries tayloriennes et fordistes.

On retrouve les mêmes similitudes lors de la mise en place des agro-industries modernes comme le soja : les germes sélectionnés, les engrais, les machines sont importés du centre avec les techniciens, et le produit du travail d'une paysannerie salariée surexploitée sert à nourrir, sous forme de tourteaux, le bétail des paysanneries d'Europe, en y accélérant la concentration des exploitations d'élevage et le chômage rural.

Ainsi, de même que le fordisme, en tant que type de procès de travail (division entre conception et exécution parcellisées et déqualifiées, mécanisation incorporant le savoir-faire social systématisé), a donné son nom au régime d'accumulation intensive centré sur la consommation de masse, bien que toutes les activités du centre ne soient pas fordistes, parce qu'il représentait à la fois le modèle dominant et le secteur entraînant, de même la logique du fordisme périphérique s'impose d'une manière spécifique à d'autres industries (et même à des activités agricoles) de la périphérie, non seulement comme logique économique, mais comme nouvelle forme de la division internationale du travail.

### Deux divisions du travail superposées

Pendant la mondialisation du fordisme, la vieille division internationale du travail continue. Pour l'ensemble des pays à faibles revenus (hors la Chine et l'Inde) et de la tranche inférieure des pays à revenus intermédiaires, soit un milliard sept cents millions d'habitants (et presque toute l'Afrique), la part, dans les exportations, des biens primaires reste quasi stable et très largement majoritaire. Elle l'est encore pour la tranche intermédiaire-supérieure, et bien sûr de façon écrasante pour les « exportateurs de pétrole à revenu élevé ».

Mais l'industrialisation très rapide de l'ensemble

des pays intermédiaires entraîne à la hausse spectaculaire de la part des biens manufacturés dans les exportations de la tranche supérieure. Mais aussi, par un renversement des tendances du commerce des biens primaires lui-même, en particulier dans l'agriculture, c'est aujourd'hui le Nord qui nourrit le tiers monde ! Le modèle d'agriculture industrialisée parti des Etats-Unis pour toucher l'Europe de l'Ouest après la Seconde Guerre mondiale semble alors répéter la « victoire », au siècle précédent, de la manufacture nord-occidentale, par l'avantage absolu, sur le reste du monde. De 1970 à 1981, la part des exportations « du Nord vers le Sud » dans le commerce agro-alimentaire mondial croît de 6,7 %, la part du flux inverse décroît de 4,2 %. Cette nouvelle hégémonie du Nord (en fait, d'abord des Etats-Unis), se heurte cependant à la concurrence croissante de l'agriculture capitaliste de certains pays du Sud : mais alors, cela relève davantage de la « nouvelle division internationale du travail » !

On appelle « nouvelle division internationale du travail » la division internationale intra-industrielle (et même intra-agricole) relevant d'une tripartition de type fordiste : I. Ingénierie et technologie avancée. — II. Activités productives banalisées, mais exigeant une certaine qualification. — III. Activités à qualification spécialisée facilement acquise.

Cette nouvelle division internationale du travail ne doit être ni surestimée, ni sous-estimée. Si l'industrialisation du tiers monde est beaucoup plus diffuse et précède qu'on ne le croit (Singapour était déjà un nouveau pays industrialisé au début des années soixante, l'Argentine a cessé de l'être, de nouveaux « intermédiaires » sont appelés à le devenir peu ou prou), l'accès au rang de puissance industrielle exportatrice ne touche qu'un nombre très limité de pays : 60 % des exportations manufacturées du Sud sont réalisées par la « bande des quatre » de l'Asie de l'Est, 70 % si on ajoute le Brésil et l'Inde. Inversement, la part du Sud dans les consommations de biens manufacturés du Nord reste très faible : autour de 3-4 %. Mais elle dépasse 16 % pour certains biens typiquement tayloriens simples (confection, chaussures, composants électroniques), 8 % pour l'optique et l'électronique grand public.

L'émergence des pays du fordisme périphérique — l'accumulation d'avoirs monétaires dans certains pays de l'OPEP en est un exemple — provoque un véritable éclatement de l'ancienne périphérie. Cette dernière n'avait jamais été homogène, mais l'élément nouveau est la croissance de flux de marchandises, semblables à l'ancienne division du travail, entre les nouveaux pays industrialisés et les pays restés principalement exportateurs de biens primaires. Pour tous les biens banaux tayloriens ou fordistes, ou pour les branches banalisées des biens intermédiaires (comme la sidérurgie) et même pour l'ingénierie, les nouveaux pays industrialisés deviennent très compétitifs et

concurrèrent l'industrie du centre dans son ancienne périphérie.

Ainsi se recroise, d'année en année, la « vieille division internationale du travail », mais cette fois au sein de l'ex-périphérie. Par exemple, dans ces échanges industriels avec la zone Sud, le taux de couverture du Brésil est passé de 153 % en 1973 à 555 % en 1980 — avec un solde bénéficiaire de 3,2 milliards de dollars (le chiffre correspondant pour la Corée étant de 4,5 milliards de dollars). Le caractère régional de ce commerce (en particulier en Amérique latine) illustre bien la « mise en commun des marchés de classes moyennes » pour le fordisme périphérique. En outre, la structure de ce commerce est bien différente de celle des exportations des nouveaux pays industrialisés vers le Nord : les biens d'équipement occupent 41 % (contre 31 %) et au contraire les vêtements 5 % (contre 21 %). Le coefficient de capital des exportations est deux fois plus élevé. Enfin, sur ces marchés-là, les nouveaux pays industrialisés (y compris l'Inde et le Pakistan) commencent à exercer une domination technologique, car leur « remontée de la filière », si elle n'atteint pas le *net plus ultra* de la technologie mondiale, leur permet aujourd'hui d'exporter non seulement des biens d'équipement professionnels à bas prix, mais également de l'ingénierie.

**Le « fordisme périphérique » est-il un « rattrapage » du fordisme central ?**

Nous nous sommes refusés à esquisser ne fût-ce qu'une typologie des combinaisons concrètes de ces logiques au sein des régimes d'accumulation réels. Si, à l'évidence, tout sépare le Mali de l'Argentine, dans la catégorie même des nouveaux pays industrialisés, il n'y a qu'un lointain rapport entre le Brésil et la Corée.

**Bibliographie**

1. AGUIRRA M., *Régulation et crises du capitalisme*, Calmann-Lévy, Paris, 1976.
2. BOURANSKI L., *Les Cadres*, Editions de Minuit, Paris, 1982.
3. BOER R., MISHRA J., *Accumulation, inflation et crise*, P.U.F., Paris, 1978; réédition augmentée, 1983.
4. CARDOSO DE MELLO J.M., *O Capitalismo tardio*, thèse, 1975, publiée par Ed. Brasiliense, São Paulo, 1982.
5. CORIAT B., *L'Atelier et le chronométré*, Bourgois, Paris, 1979.
6. GRANOVA A., BARON Y., BILLAUDOT B., *Croissance et Crise*, François Maspero, Paris, 1979.
7. LIPIETZ A., *Le Capital et son espace*, François Maspero, Paris, 1977; édition augmentée, 1983.
8. LIPIETZ A., *Crise et Inflation. Pourquoi ?* François Maspero, Paris, 1979.
9. LIPIETZ A., « Les Transformations dans la division internationale du travail. Considérations méthodologiques et esquisse de théorisation », intervention au colloque d'Ottawa *Le Canada et la nouvelle division*

A l'intérieur de chaque pays se combinent les stratégies et les logiques les plus diverses. Le Mexique exporte du pétrole et de la main-d'œuvre, fait de sa frontière nord une zone quasi franche de *sweat-shops* pour les firmes nord-américaines, exporte des organes d'automobile vers les Etats-Unis et vers l'Europe, met au point des procédés sidérurgiques révolutionnaires... Les pasteurs sahéniens n'ont que peu à envier aux *boiasfrías* du Nordeste brésilien par temps de sécheresse, et la division sexuelle du travail permet souvent la coexistence de la taylorisation primitive (femmes dans l'électronique et le textile) et du fordisme périphérique (hommes dans l'industrie automobile).

Il y a une complémentarité synchronique entre de vastes marchés déjà développés et des pays qui jouent la carte de leurs conditions propres d'exploitation de la main-d'œuvre pour tenter de s'agrafer au régime fordiste, sur les créneaux les moins qualifiés de la division du travail, en important des équipements, en exportant des biens banaux.

Certes, le régime d'accumulation qui tend ainsi à se mettre en place n'est pas sans rappeler l'exemple de l'industrialisation française d'après-guerre, avec une première phase de reconstruction grâce aux importations de biens d'équipement et aux « transferts de technologie » depuis les Etats-Unis, financés par le Plan Marshall — emprunts remboursés par des exportations « bas de gamme » — et une seconde phase de développement du marché intérieur, avec absorption de la paysannerie dans le salariat, reconquête (jusqu'en 1968) de la maîtrise intérieure de la section 1, etc.

Mais les différences sautent aux yeux : face au mouvement fordiste, la France disposait déjà d'une base industrielle qualifiée, et, surtout, les formes institutionnelles de l'intégration du salariat, qui allaient offrir les débouchés internes de la croissance, se

10. LIPIETZ A., « le Fordisme périphérique français par le monétarisme central », intervention au colloque de Paris *Vers un nouvel ordre mondial ?*, octobre 1983, *Amérique latine*, n° 16, décembre 1983; traduction portugaise dans *Senhor*, n° 187, São Paulo, octobre 1984.
11. LIPIETZ A., *Mirages et Miracles. Problèmes de l'industrialisation dans le tiers monde*, La Découverte, Paris, 1985.
12. PALLIX C., *Les Firmes multinationales et le procès d'industrialisation*, François Maspero, Paris, 1973.
13. RAY P.P., « Sur l'articulation des modes de production », in *les Alliances de classes*, François Maspero, Paris, 1969.
14. ROCHEFORT M., « Villes moyennes et développement. Le cas du Brésil », *Courrier du C.N.R.S.*, supplément au n° 57, juillet 1984.
15. SALAMA P., TISSIER P., *L'industrialisation dans le sous-développement*, François Maspero, Paris, 1982.

sion apparemment exponentielle du tiers monde accuse déjà son inflexion vers l'horizontale. Mais, pour l'instant, les progrès de l'hygiène diminuent la mortalité infantile et celle des vieux, sans augmenter bien sur le nombre d'adultes nés il y a une ou deux générations. En résulte une croissance temporaire, mais très lourde, de la charge économique par actif ou, plus exactement, du taux de dépendance (rapport des jeunes et des vieux à la population de 15 à 65 ans). La croissance de cette charge vient en soustraction de la croissance de la productivité de ceux qui travaillent. Elle vient donc en soustraction de la part disponible non seulement pour la croissance du niveau de vie de chacun, mais surtout de la part du produit accumulé.

Le « rapport de dépendance » (au sens des démographes), qui est de l'ordre de 56 % dans les pays du fordisme central, est quasi inversement corrélé au « succès » des nouveaux pays industrialisés. De 1960 à 1980, il chute de 80 à 45 % à Hong Kong et à Singapour, de 86 à 60 % pour la Corée, de 86 à 72 % pour le Brésil, stagne de 96 à 93 % pour le Mexique, croît de 91 à 104 % pour l'Algérie.

**Quelques hypothèses sur la métropolisation**

Pourquoi les métropoles ont-elles explosé dans le pays du fordisme périphérique au cours des années 1970 (pas tous, d'ailleurs), alors que le fordisme de l'après-guerre s'est mieux diffusé sur le territoire dans l'Europe des années 1960 ?

**Les tensions démographiques**

L'explosion démographique du tiers monde n'est pas la trace statistique d'un régime permanent, elle est au contraire la marque d'une transition démographique. Transition entre l'« ancien régime » (beaucoup d'enfants, beaucoup de morts prématurés) et le « nouveau » : peu d'enfants avec une espérance de vie prolongée.

On a pu plaider que la stabilisation du régime fordiste au Nord avait normalisé la taille des familles (deux enfants, pour tenir à l'arrière de la voiture et pour qu'ils réussissent leurs études). Mais ce phénomène complexe et de longue période, amorcé précocement dans les pays industriels développés, n'est nullement synchrone avec l'irruption des techniques médicales, des normes d'hygiène, des changements de mode de vie, qui ne touche d'abord qu'une petite partie de la population dans le tiers monde, où domine l'ancien régime démographique. Il est vrai que la transition est déjà largement amorcée, que l'expansion

**« Faim de terre » et métropolisation**

Au temps de l'accumulation primitive au centre, c'est par l'expropriation des paysans que fut créé le prolétariat dont l'industrie avait besoin pour son accumulation extensive. Pour des raisons d'ordre politico-social, cette « pression d'expulsion » fut relativement faible dans certains pays, dont la France. La révolution de 1789 avait donné la terre à une petite paysannerie qui s'y accrocha bec et ongles. Mais la croissance, même faible, de la productivité agricole suffit bientôt à assurer l'alimentation d'une population totale qui ne croissait pas si vite que dans le tiers monde aujourd'hui. Même dans les pays de petite production marchande agricole comme la France et les Etats-Unis, la diminution de la part de la population agricole commença dès le début du XIX<sup>e</sup> siècle. Avec l'irruption de nouvelles techniques agricoles cousines du fordisme, la productivité augmenta brutalement, et la part de la population qui vivait de l'agriculture dut accélérer sa chute [7].

Toutefois, l'extension du fordisme comme norme de consommation à toute la population, paysannerie comprise, exigeait que les gouvernements, par des politiques de soutien aux revenus agricoles, assument la régulation de la diminution de la population vivant de l'agriculture, tout en assurant à ceux qui restaient une certaine « parité de pouvoir d'achat » avec les

3. Voir l'analyse historique remarquablement claire de la Banque mondiale (1984).



populations urbaines, en tout cas l'accès aux biens durables fordistes. Enfin, des réformes de la législation foncière avaient étendu une certaine sécurité d'usufruit de la terre, au-delà de la propriété directe, en stabilisant le statut du fermage.

On en arrivait donc dans les années 1960, en France (et partiellement dans certaines régions d'Italie ou des Etats-Unis), à une situation où la famille paysanne pouvait rester sur sa terre, même si elle ne pouvait plus assurer un revenu à tous ses membres en vivant de sa terre. Pression à quitter l'agriculture, mais pas nécessairement la campagne, ni surtout la région.

Il en fut de même en Corée du Sud, où la réforme foncière des années cinquante et la politique constante de soutien aux prix agricoles assurèrent encore aujourd'hui l'indépendance alimentaire, la régulation des flux migratoires campagnes-villes et pesent sans doute lourdement dans le succès de la Corée au sein du groupe des nouveaux pays industrialisés.

Rien de tel au Mexique, ni surtout au Brésil. Dans ce pays, la paysannerie a perdu peu à peu les droits d'usage coutumiers sur des lopins d'agriculture vivrière qui assuraient du moins une certaine stabilité de situation, même s'il fallait aller chercher dans les *fazendas* un maigre salaire pour subvenir à la part marchande de la reproduction. La boulimie de terres de l'agriculture capitaliste intensive et exportatrice a privé la paysannerie non seulement de ses revenus, mais de la possibilité même de rester à la campagne ou dans des bourgs. Le minimum d'aides alimentaires que distribuaient les gouvernements de ce type de pays ne touchait que les villes, et la redistribution des revenus des « classes moyennes », par la domesticité, le commerce ou le secteur informel, n'avait d'effet que dans les villes.

Il ne suffit pas de constater la « diminution de l'emploi paysan », ou de la part de la population agricole dans la population active, ou de l'agriculture dans le PIB. Elle fut beaucoup plus rapide dans la France des années cinquante et soixante que dans le Brésil des années soixante-dix et quatre-vingt. Mais, dans la plupart des pays du Sud, faute de réforme agraire et faute de soutien aux revenus de la petite paysannerie, non seulement on ne pouvait plus vivre du travail de la terre, mais on ne pouvait plus vivre — économiquement et même souvent juridiquement — qu'à la ville.

#### Quand l'industrie ignore l'Espace-plan

Les deux facteurs ci-dessus évoqués suffiraient à rendre compte de l'entassement urbain, de la « bidonvillisation » du tiers monde. Ils sont pourtant insatisfaisants en ce qui concerne les nouveaux pays industrialisés, car il reste à répondre à la question : pourquoi l'industrie, qui, au cours des années 1970, a crû dans ces pays plus vite que nulle part ailleurs dans

l'histoire, s'est-elle concentrée dans quelques métropoles au lieu de se répartir harmonieusement dans un réseau de villes moyennes absorbant la main-d'œuvre libre née de la pression démographique et de l'exode rural ?

En France, comme au Brésil, il y eut, il y a toujours, une politique de soutien aux « métropoles d'équilibre », puis aux « villes moyennes », puis aux « pays » (en fait, aux petites villes). Mais, en France, cette politique a accompagné le mouvement économique spontané, alors que, comme le remarque Rochefort [14], elle est restée au Brésil séparée des tendances socio-économiques et a donc échoué.

Le développement du fordisme périphérique s'opère à une échelle qui exclut l'espace territorial et réduit les pays à des « points » d'un espace mondial discret, alors que le dépiement des circuits de branches fordistes sur les territoires centraux vise au contraire à épouser les nuances du tissu social spatialisé.

Basées dans des métropoles constituées avant ou pendant la première phase du fordisme, les firmes qui cherchaient en France à « redéployer » le circuit de leur branche productive (par délocalisation d'établissement ou par sous-traitance) allaient rechercher dans des départements ruraux une main-d'œuvre moins payée, moins syndiquée que dans les villes industrielles et se reproduisant partiellement à travers des activités agricoles. Elles négociaient avec les municipalités l'implantation sur une zone industrielle, mettaient en place des réseaux de transport pour le ramassage de la main-d'œuvre ou (plus fréquemment au Japon et en Italie) pour le ramassage des produits du travail à domicile. Et elles commencent à faire de même en Corée.

Une multinationale qui veut faire de la taylorisation primitive va en Asie — concrètement, dans une zone franche — ou va dans le nord du Mexique (à Tlaxcala), c'est-à-dire qu'elle va dans une concentration préexistante de main-d'œuvre à bas prix qui, pour elle, caractérise le pays. Une multinationale qui veut faire du fordisme périphérique va au Brésil, ce qui revient souvent pour elle à São Paulo. Et les firmes locales agissent de même, car c'est l'ensemble du pays qui joue le rôle d'une zone III. Les différences de revenus ou de qualifications internes au pays restent en effet de second ordre par rapport à la différence entre les pays du fordisme central et ceux du fordisme périphérique. Quant aux vastes marchés locaux que suppose le fordisme périphérique, ils n'existent eux aussi que dans les autres métropolitaines.

Du point de vue de l'insertion dans l'économie mondiale, comme du point de vue de la formation d'un marché local de classes moyennes, la formation sociale nationale engagée dans la logique du fordisme périphérique tend à se réduire à un point, et ce point se matérialise, se concentre dans quelques métropoles.

L'expérience de la croissance fordiste en France livre quelques indications sur ce qui a contribué dans ce pays de « fordisme tardif » à renverser la tendance.

Le fait que la transition démographique ait été achevée en France avant le développement fordiste a considérablement facilité les choses. Même en réglant à mieux ses rapports sociaux et son modèle de développement, l'Algérie, par exemple, échappera difficilement à une mauvaise passe démographique.

Les compromis sociaux noués après 1945 ont donné à la France des moyens de régler le rythme des sorties de l'agriculture sur celui de la création d'emplois industriels et tertiaires. Le modèle fordiste français (comme tout fordisme central) a réalisé un partage des gains de productivité sur toutes les classes sociales, rurales et urbaines. Le marché s'est donc développé partout en même temps, malgré d'importantes disparités interrégionales, et les régions sous-industrialisées ont eu en quelque sorte les délais et les moyens d'« appeler » les établissements industriels et le tertiaire moderne à venir s'installer chez elles. De tels compromis impliquent des formes institutionnelles de repartage national du revenu national, de manière relativement indépendante des différences locales ou sectorielles de productivité : resserrement de l'éventail des revenus individuels, fixation d'un salaire minimum pas trop en dessous du salaire médian, création d'un vaste Etat-providence.

L'industrie française et les emplois modernes se sont développés de manière assez équilibrée sur le territoire parce que l'économie nationale s'est deve-

loppée d'abord pour elle-même<sup>4</sup>. L'autocentrage d'un Etat-nation est une condition de son équilibre interrégional. Le système des infrastructures est une autre condition, nécessaire mais pas suffisante. L'essentiel réside dans le choix du modèle économique de développement. Assurer un autocentrage ne se résume pas en un faible degré d'ouverture commerciale : cela signifie aussi que le revenu et le mode de vie des classes moyennes et supérieures sont volontairement limités par une juste évaluation des possibilités du moment pour le pays et par le choix d'assurer à la majorité de la population un mode de vie qui ne soit pas à des années-lumière de celui des privilégiés. C'est à cette condition que le salaire peut devenir « assez » élevé dans les métropoles pour que les fermes soient incitées à choisir une autre localisation sur le territoire, et le revenu « pas trop » déprimé dans les régions d'accueil pour qu'elles puissent y trouver une main-d'œuvre déjà stabilisée et des marchés régionaux.

La métropolisation n'est jamais que l'inscription spatiale d'une polarisation sociale.

Alain LAPIETZ

4. Tout cela est bien sûr relatif : la France elle-même souffre d'assez graves déséquilibres régionaux (A. Lipietz, [7]), et les politiques monétaristes libérales tendent actuellement (typiquement aux Etats-Unis) à relancer le processus de polarisation-métropolisation.

Alain Lipietz, polytechnicien, ingénieur des ponts et chaussées, est chercheur au Centre d'études prospectives d'économie mathématique appliquée à la planification.

Il a travaillé sur le développement spatial du capitalisme et sur sa crise actuelle. Il vient de publier *Miracles et Mirages. L'industrialisation dans le tiers monde*, La Découverte, 1985.